

DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

ARRETE DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Restriction de la Circulation Temporaire

Limitation vitesse 90km/h - Tempête BENJAMIN Section hors agglomération 23 octobre 2025

Le Président du Conseil départemental,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route,

Vu le Règlement Général de Voirie Interdépartemental, adopté par délibération du Conseil départemental du 22 juin 2015,

Vu l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par des arrêtés subséquents,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière,

Vu le bulletin de vigilance orange pour vents violents dans le département du Pas-de-Calais émis par Météo France en date du 23 octobre 2025 à 6h22,

Considérant les difficultés de circulation prévisibles liées à cette alerte dans le département du Pas-de-Calais,

Considérant les perturbations qui peuvent en découler, et la nécessité d'assurer la sécurité de la circulation routière dans l'intérêt de l'ordre public,

Sur la proposition de Monsieur le Chef du Service de l'Exploitation et de la Sécurité Routière,

***** ARRETE

ARTICLE 1: La vitesse des véhicules à moteur dont le poids total autorisé en charge (PTAC)est inférieur à 3,5 tonnes est limitée à 90 km/h sur les portions de routes départementales normalement limitées à 110 km/h.

ARTICLE 2: Les manœuvres et dépassement sont interdites et la vitesse maximale autorisée est limitée à 80km/h pour les véhicules et ensembles de véhicules à moteur dont le poids total autorisé en charge (PTAC) est supérieur à 3,5 tonnes sur l'ensemble des routes départementales.

ARTICLE 3: Les dispositions définies par le présent arrêté s'appliqueront jusqu'au 23 octobre 2025 à 20h00.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental dans les deux mois suivant sa notification ou son affichage et/ou publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du tribunal administratif de Lille, dans le même délai, ou le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux.

